



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-  
culturel de la Communauté française et germa-  
nophone et de la Région wallonne**

**CCT n° 152800/CO/329.02  
du 17/06/2019**

Correction du texte français :

- A l'article 3, le second tiret doit être corrigé comme suit : « Pour les travailleurs affectés à la mission visée à l'article 2 de la présente **convention** pour une durée inférieure à 11 semaines au total au cours de la période du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018. »

Correction dans les deux langues :

- Dans le commentaire de l'article 5, la référence au « § 3 » doit être remplacée par « § 2 ».

Correction du texte néerlandais :

- L'article 7 doit être corrigé comme suit : « De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen verkregen (...) te dekken zijn verplichtingen die voortvloeien uit de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november **2018** door de COCOF ten volle uitvoert. »

**Décision du**

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de socio-culturele sec-  
tor van de Franstalige en Duitstalige Gemeen-  
schap en het Waalse Gewest**

**CAO nr. 152800/CO/329.02  
van 17/06/2019**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In artikel 3, moet de tweede streepje als volgt verbeterd : « Pour les travailleurs affectés à la mission visée à l'article 2 de la présente **convention** pour une durée inférieure à 11 semaines au total au cours de la période du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018. »

Verbetering in beide talen :

- In de commentaar van artikel 5 moet de verwijzing naar « § 3 » vervangen worden door « § 2 ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 7 moet als volgt verbeterd worden : « De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen verkregen (...) te dekken zijn verplichtingen die voortvloeien uit de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november **2018** door de COCOF ten volle uitvoert. »

**Beslissing van**

13 -02- 2020

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel des  
Communautés française et germanophone et de la Région wallonne  
[SCP 329.02]**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 17 JUIN 2019 INSTAURANT  
UNE PRIME UNIQUE AUX TRAVAILLEURS EN EXECUTION DE  
L'ACCORD NON MARCHAND 2018 EN COMMISSION COMMUNAUTAIRE  
FRANCAISE POUR LES ASSOCIATIONS SIGNATAIRES D'UNE  
CONVENTION SPECIFIQUE DANS LE CADRE DU DECRET DU 13 MAI 2004  
RELATIF A LA COHESION SOCIALE**

Vu l'accord du non marchand du 17 juillet 2018, entre le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire commune et les représentants des travailleurs et des employeurs destiné à améliorer les conditions de travail des travailleurs ainsi qu'à favoriser la création d'emploi ;

Vu le marché attribué en date du 22 novembre 2018 par la Commission Communautaire Française à l'association paritaire pour l'emploi et la formation (APEF) confiant à cette dernière la gestion de la prime unique 2018 aux travailleurs des secteurs non-marchand de la Commission communautaire française.

**CHAPITRE I<sup>ER</sup> : CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1<sup>er</sup> Employeurs**

Cette convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne signataires d'une convention spécifique communale ou régionale en vertu du Décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale en vigueur entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 30 septembre 2018 et renseignées comme tels dans le cadre de l'exécution du marché attribué en date du 22 novembre 2018 par la COCOF à l'APEF.

**Art. 2 Travailleurs**

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et les employés, masculins et féminins pour lesquels s'appliquent cumulativement les conditions suivantes :

- Ils ont été affectés pour tout ou partie de leur temps de travail à la réalisation de l'activité de cohésion sociale visée par la convention spécifique pendant la période de référence visée à l'article 3,
- Leur salaire a été pris en charge pour tout ou partie dans le cadre de la convention spécifique pendant la période de référence visée à l'article 3.

**CHAPITRE II : PRINCIPE**

**Art. 3.**

Pour l'année 2018, il est octroyé une prime exceptionnelle aux travailleurs définis à l'article 2 pour tout ou partie de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2018. Cette prime sera calculée et versée selon les modalités définies dans la présente convention.

La prime n'est pas due :

- Pour les travailleurs dont le contrat de travail a couvert une durée inférieure à 11 semaines consécutives auprès d'un même employeur au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2018.
- Pour les travailleurs affectés à la mission visée à l'article 2 de la présente <sup>convention</sup> pour une durée inférieure à 11 semaines au total au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2018.

### CHAPITRE III : MONTANT ET MODALITES DE CALCUL

#### Art. 4.

Le travailleur visé à l'article 2 occupé à temps plein et affecté pour la totalité de son temps de travail à des missions ou projets définis à l'article 2 pendant toute la période de référence visée à l'article 3 bénéficie d'une prime d'un montant brut de 500 euros.

#### Art. 5.

§1. Le montant de la prime visée à l'article 4 est calculé au prorata :

- du taux d'occupation du travailleur durant la période de référence visée à l'article 3,
- du taux d'affectation du travailleur durant la période de référence visée à l'article 3, et
- du régime de travail du travailleur par rapport au régime de travail d'un travailleur occupé à temps plein dans l'institution.

Ces conditions sont cumulatives.

§2. Sont assimilées à une période d'occupation au sens du paragraphe 1 du présent article :

- La période d'absence couverte par une rémunération garantie en raison d'une maladie ou d'un accident d'origine non professionnelle;
- La période d'absence donnant droit au paiement d'une rémunération de la part de l'employeur (à titre d'exemple : petits chômage, la totalité des jours de vacances annuelles de l'employé même si l'employeur n'en rémunère qu'une partie...);
- La période de vacances annuelles pour les ouvriers;
- La période d'absence liée au repos pré ou post natal telle que visée au chapitre 4 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ainsi que le congé de paternité.

Commentaire : Pour le calcul de l'occupation pendant la période de référence, sont notamment compris comme jours d'occupation les jours fériés, les week-end, les jours habituels de congé pour les travailleurs à temps partiel à horaire fixe... pour autant que ceux-ci soient compris dans les périodes d'occupation ou les périodes assimilées décrites au §3.

2

### CHAPITRE IV : MODALITES DE LIQUIDATION

#### Art. 6.

Sans préjudice de l'article 7 de la présente convention, le montant des primes exceptionnelles visées à l'article 4 est payé aux travailleurs dès le versement des subventions par l'APEF en exécution du marché public attribué en date du 22 novembre 2018 et au plus tard avant le 30 juin 2019.

## **CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Art. 7.**

Les parties conviennent explicitement que les avantages obtenus dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la Commission communautaire française exécute pleinement la mesure transitoire visée au point D (prime unique 2018) de l'accord du non marchand conclu en date du 18 juillet 2018 et que l'opérateur paritaire chargé par lui de récolter les données des employeurs et travailleurs, calculer et verser le montant de la subvention destinée à couvrir le montant de la prime et les charges patronales y afférentes exécute pleinement ses obligations résultant du marché public attribué en date du 22 novembre 2018 par la COCOF.

## **CHAPITRE VI : DUREE DE VALIDITE**

### **Art. 8.**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle est conclue pour une durée déterminée et cesse de produire ses effets le 31 octobre 2019.

## **Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest (PSC 329.02)**

### **COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 17 JUNI 2019 TOT INVOERING VAN EEN EENMALIGE PREMIE VOOR DE WERKNEMERS TER UITVOERING VAN HET NON-PROFITAKKOORD 2018 IN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR DE VERENIGINGEN DIE EEN SPECIFIEKE OVEREENKOMST HEBBEN ONDERTEKEND IN HET KADER VAN HET DECREET VAN 13 MEI 2004 BETREFFENDE DE SOCIALE COHESIE**

Gelet op het akkoord van de non-profit van 17 juli 2018, tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie, het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de werkgevers ter verbetering van de arbeidsvoorwaarden van de werknemers alsook ter bevordering van de tewerkstellingscreatie;

Gelet op de opdracht die op datum van 22 november 2018 door de Franse Gemeenschapscommissie werd toegewezen aan de "Association paritaire pour Emploi et la Formation (APEF)" waarbij aan deze laatste het beheer werd toevertrouwd van de eenmalige premie 2018 aan de werknemers van de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie.

#### **HOOFDSTUK I — TOEPASSINGSGEBIED**

##### **Artikel 1: Werkgevers**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franse en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest die een specifieke gemeentelijke of gewestelijke overeenkomst hebben ondertekend krachtens het Decreet van 13 mei 2004 betreffende de sociale cohesie van kracht tussen 1 januari 2018 en 30 september 2018 en als dusdanig ingelicht in het kader van de uitvoering van de opdracht toegekend op datum van 22 november 2018 door de COCOF aan de APEF.

##### **Art. 2. Werknemers**

Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden verstaan voor wie de volgende voorwaarden cumulatief van toepassing zijn:

- Zij werden voor geheel of een gedeelte van hun arbeidstijd aangesteld voor de realisatie van de activiteit inzake sociale cohesie bedoeld door de specifieke overeenkomst gedurende de referentieperiode bedoeld in artikel 3,
- Hun loon werd geheel of gedeeltelijk ten laste genomen in het kader van de specifieke overeenkomst tijdens de referentieperiode bedoeld in artikel 3.

## HOOFDSTUK II: PRINCIPE

### Art. 3.

Voor het jaar 2018 wordt een uitzonderlijke premie toegekend aan de werknemers bepaald in artikel 2 voor geheel of een gedeelte van de periode van 1 januari 2018 tot 30 september 2018.

Deze premie zal worden berekend en gestort volgens de modaliteiten bepaald in deze overeenkomst.

De premie is niet verschuldigd:

- Voor de werknemers van wie de arbeidsovereenkomst betrekking had op een duur van minder dan 11 opeenvolgende weken bij eenzelfde werkgever in de loop van de periode van 1 januari 2018 tot 30 september 2018.
- Voor de werknemers aangesteld voor de opdracht bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst voor een duur van minder dan 11 weken in totaal in de loop van de periode van 1 januari 2018 tot 30 september 2018.

## HOOFDSTUK III: BEDRAG EN BEREKENINGSMODALITEITEN

### Art. 4.

De werknemer bedoeld in artikel 2 die voltijds tewerkgesteld is en voor geheel zijn arbeidstijd aangesteld is voor opdrachten of projecten bepaald in artikel 2 tijdens de gehele referentieperiode bedoeld in artikel 3 geniet een premie van een brutobedrag van 500 euro.

### Art. 5.

§1. Het bedrag van de premie bedoeld in artikel 4 wordt berekend naar rato:

- van de tewerkstellingsgraad van de werknemer gedurende de referentieperiode bedoeld in artikel 3,
  - van het inzetpercentage van de werknemer gedurende de referentieperiode bedoeld in artikel 3, en
  - van de arbeidsregeling van de werknemer ten opzichte van de arbeidsregeling van een werknemer die voltijds tewerkgesteld is in de instelling.
- Deze voorwaarden zijn cumulatief.

§2. Worden gelijkgesteld met een tewerkstellingsperiode in de zin van paragraaf 1 van dit artikel:

- De afwezigheidsperiode gedekt door een gewaarborgd loon omwille van een ziekte of een ongeval dat geen arbeidsongeval is;
- De afwezigheidsperiode die recht geeft op de betaling van een loon vanwege de werkgever (bijvoorbeeld: kort verzuim, de totaliteit van de jaarlijkse vakantiedagen van de bediende zelfs als de werkgever er slechts een gedeelte van betaalt...);
- De jaarlijkse vakantieperiode voor de arbeiders;
- De periode van afwezigheid in het kader van pre- of postnataal verlof zoals bedoeld in hoofdstuk 4 van de arbeidswet van 16 maart 1971 alsook het vaderschapsverlof.

Toelichting: Voor de berekening van de tewerkstelling tijdens de referentieperiode worden met name begrepen als tewerkstellingsdagen de feestdagen, de weekends, de gebruikelijke verlofdagen voor deeltijdse werknemers met een vaste arbeidstijdregeling

voor zover deze begrepen zijn in de tewerkstellingsperiodes of de gelijkgestelde periodes beschreven in §3.

2

#### **HOOFDSTUK IV: VEREFFENINGSMODALITEITEN**

##### **Art. 6.**

Zonder afbreuk te doen aan artikel 7 van deze overeenkomst wordt het bedrag van de uitzonderlijke premies bedoeld in artikel 4 aan de werknemers betaald zodra de subsidies worden gestort door de APEF ter uitvoering van de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november 2018 en uiterlijk vóór 30 juni 2019.

#### **HOOFDSTUK V: DIVERSE BEPALINGEN**

##### **Art. 7.**

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen verkregen in deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de Regering van de Franse Gemeenschapscommissie volledig de overgangsmaatregel uitvoert bedoeld in punt D (eenmalige premie 2018) van het akkoord van de non-profit gesloten op datum van 18 juli 2018 en de paritaire operator die door haar wordt belast met het verzamelen van de gegevens van de werkgevers en werknemers, het berekenen en storten van het bedrag van de subsidie bestemd om het bedrag van de premie en de betreffende werkgeverslasten te dekken zijn verplichtingen die voortvloeien uit de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november door de COCOF ten volle uitvoert.

2018

#### **HOOFDSTUK VI: GELDIGHEIDSDUUR**

##### **Art. 8.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2018. Zij wordt gesloten voor bepaalde tijd en houdt op van kracht te zijn op 31 oktober 2019.